



HAL
open science

Exclusion et processus politique : le cas des populations pauvres aux États Unis

Salah Oueslati

► **To cite this version:**

Salah Oueslati. Exclusion et processus politique : le cas des populations pauvres aux États Unis. Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain. Cahiers du MIMMOC, 2006, Figures de l'exclusion et de l'exil, 1-2006, 10.4000/mimmoc.143 . hal-02062021

HAL Id: hal-02062021

<https://hal.science/hal-02062021v1>

Submitted on 28 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Exclusion et processus politique : le cas des populations pauvres aux États Unis

Salah OUESLATI



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mimmoc/143>

DOI : 10.4000/mimmoc.143

ISSN : 1951-6789

Éditeur

Université de Poitiers

Référence électronique

Salah OUESLATI, « Exclusion et processus politique : le cas des populations pauvres aux États Unis », *Les Cahiers du MIMMOC* [En ligne], 1 | 2006, mis en ligne le 15 février 2006, consulté le 03 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/mimmoc/143> ; DOI : 10.4000/mimmoc.143

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.



Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain – Cahiers du MIMMOC est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Exclusion et processus politique : le cas des populations pauvres aux États Unis

Salah OUESLATI

- 1 Dans un système de démocratie représentative comme celui des États-Unis, la participation des citoyens au processus politique ne se limite pas à l'acte de voter. Elle se présente comme un ensemble de conduites qui peuvent être isolées les unes des autres, mais qui prennent tout leur sens dès que ces règles sont envisagées dans leur totalité. Ainsi, parallèlement au droit de vote, la participation par le mécanisme des groupes d'intérêt occupe une place centrale dans le processus démocratique. Ces deux modes de participation qui se juxtaposent et se complètent ont, semble-t-il, le double avantage de permettre une expression individuelle selon le principe « une personne, une voix » et une expression collective par le truchement des groupes. Cette logique conduit à l'idée que tout déséquilibre affectant l'un des deux modes de représentation nuirait à la légitimité des gouvernants et autoriserait la contestation, voire la mise en cause de l'autorité qui en est l'incarnation. Par ailleurs, la thèse pluraliste repose sur le postulat que tous les individus ont la possibilité et surtout le droit et la liberté de se constituer en groupes, en fonction de ce que leur dictent leurs intérêts propres. Selon cette théorie, la norme démocratique est celle d'un citoyen éclairé, informé et intéressé par la chose publique. En somme, c'est la règle du citoyen rationnel-actif tel qu'il est défini par Almond et Verba¹.
- 2 Cependant, de nombreuses études montrent qu'il s'agit là bien sûr d'un type idéal. La réalité est bien différente. En effet, quand il s'agit du processus électoral ou du mécanisme des groupes, on observe que les couches économiquement défavorisées se désintéressent des institutions politiques. Le sentiment d'inefficacité ou d'exclusion conduit un nombre croissant de citoyens à recourir à un autre mécanisme de participation politique : l'action collective. Qu'il s'agisse d'un mouvement de protestation ou d'une participation classique au processus des groupes d'intérêt, les deux stratégies nécessitent non seulement des ressources intellectuelles et financières importantes, mais aussi un cadre institutionnel réceptif à ce type de mobilisation, notamment lorsqu'il s'agit

des populations les plus démunies. Toutefois, contrairement à la participation par le biais des groupes d'intérêt qui traduit une capacité d'intégration dans le processus décisionnel, le mouvement social est « l'expression d'une force qui ne trouve pas d'exutoire ni d'expression dans la logique ordinaire du monde politique². »

Les populations défavorisées : de l'apathie à la mobilisation

- 3 L'analyse de l'action collective aux États-Unis est souvent abordée dans une perspective psychologique. Les auteurs s'appliquent à mettre en évidence le sentiment de privation qui serait susceptible de conduire des individus éprouvant le même sentiment d'insatisfaction à se regrouper et à agir collectivement. Partant de cette perspective, Frances Piven et Richard Cloward³ identifient trois facteurs interdépendants expliquant l'émergence d'un mouvement : les croyances, le comportement et l'opportunité politique. Pour qu'un mouvement se forme, le groupe doit faire face à une situation de privation qu'il considère injuste et susceptible d'être réparée. Doug McAdam utilise le concept de « libération cognitive » pour rendre compte de ce processus. McAdam explique la libération cognitive comme une prise de conscience à trois niveaux : le système politique perd sa légitimité aux yeux du groupe ; le groupe qui, habituellement, adopte une attitude fataliste commence à exiger le changement ; il prend conscience de son efficacité politique, ce qui le conduit au passage à l'acte⁴.
- 4 Devenue très courante au début des années 1970, la perspective psychologique est cependant insuffisante pour expliquer l'émergence des mouvements sociaux. L'insatisfaction est latente dans toute société et que, dès lors, le sentiment de privation ne peut être tenu comme le facteur explicatif de l'émergence des mouvements sociaux. À partir de là, les tenants de la thèse dite de *circonstances politiques favorables* et le concept de répertoire et de protestation⁵, nous apportent des éléments de réponse à ces interrogations. La structure d'opportunité politique correspond à des conjonctures propices à l'action collective. Ici l'analyse ne s'intéresse pas à une dynamique qui serait interne au mouvement social, mais à des facteurs exogènes liés à la force ou à la faiblesse de l'autorité politique en place. Autrement dit, les groupes adaptent leur stratégie en fonction de la réaction de l'autorité publique. Selon Sidney Tarrow, les gens ne s'engagent que lorsque la conjoncture est favorable.
- 5 Cependant, quand il s'agit des couches inférieures de la société, les structures d'opportunité sont rarement favorables. Les pauvres ne peuvent défier l'ordre établi que dans des circonstances exceptionnelles. Seul un bouleversement extraordinaire touchant l'ensemble de la société peut amener les plus démunis de l'apathie à l'espoir, de la résignation à l'indignation. De nombreux facteurs ont en effet contribué à la mobilisation des populations défavorisées dans les années 1960. La prise en charge, dès 1964, du problème de la pauvreté (politiquement et intellectuellement) a fait naître chez les Américains l'espoir de voir disparaître la pauvreté, « découverte » quelques années plus tôt par Michael Harrington (*The Other America*, 1962). Ainsi, un consensus exemplaire s'est formé autour de l'action gouvernementale et de ses objectifs qui portaient sur l'intégration des déshérités et l'éradication de la pauvreté. Le facteur le plus déterminant fut, cependant, le mouvement des droits civiques. Son héritage principal, selon les sociologues Lawsen Steven et Charles Payne⁶, était la tradition de mobilisation et

d'organisation qui a mis l'accent sur l'autonomie et l'autodétermination des communautés locales. Lorsque l'Administration Johnson a créé l'*Office of Economic Opportunity* (OEO)⁷, elle s'est conformée à cette tradition d'organisation. Mais, loin d'avoir encouragé le développement d'une vague de protestation parmi la population pauvre, l'administration Johnson a, au contraire, enclenché ce programme afin de coopter et de canaliser ce mouvement. Comme le soulignent Piven et Cloward, les agences gouvernementales n'avaient rien entrepris pour encourager la population dépendante de l'assistance publique à s'organiser. Pourtant, les pauvres ont répondu à l'appel comme si le gouvernement Johnson était sincère dans sa démarche. Le lancement de la « Guerre contre la pauvreté » a, par ailleurs, légitimé la mobilisation des plus démunis et leur a fourni le levier rhétorique pour revendiquer la démocratisation de la politique sociale.

- 6 Dès 1963, Piven et Cloward, dans leur appel à soutenir la grève des loyers dans la ville de New York, affirmaient que les pauvres n'avaient pas les ressources nécessaires pour peser sur le processus d'élaboration et de mise en œuvre de la politique publique. Dès lors, l'agitation, la confrontation et l'action directe constituent les seuls moyens dont ils disposent pour arracher des concessions aux élites au pouvoir. Selon cette logique, si les pauvres tentaient de consolider les acquis obtenus en s'organisant afin de participer au processus des groupes d'intérêt, leurs représentants finiraient inévitablement par être cooptés. Les émeutes qui ont éclaté entre 1964 et 1968, pourtant sans lien direct avec le mouvement des pauvres, ont eu un impact considérable sur les nouveaux programmes d'assistance publique. Cette période était à certains égards analogue à celle qui avait suivi la crise économique de 1929, dans le sens où, dans les deux cas, les masses populaires sont arrivées à la conclusion qu'elles n'étaient pas responsables de leur condition et ont commencé à pointer du doigt le système lui-même, en mettant en cause sa légitimité. Les deux périodes ont vu naître des organisations qui parlaient au nom de ceux qui étaient victimes du système (*La Worker's Alliance of America*, WAA, dans les années 1930, et la *National Welfare Rights Organization*, NWRO, dans les années 1960)⁸.
- 7 Dans les années 1960, les militants de la NWRO se sont fixé quatre objectifs principaux : un revenu suffisant, plus de justice sociale, plus de dignité, et plus de démocratie. L'accession à un revenu minimum était considérée comme un droit dont tout citoyen devait se prévaloir. Les militants de la NWRO revendiquèrent également le droit au travail, un travail décent avec un salaire suffisant. Finies les vexations, les intimidations et les humiliations qui étaient le prix à payer pour percevoir l'assistance publique. Des milliers de militants investirent les bureaux d'assistance publique pour exiger une participation active au processus budgétaire. Ils voulaient définir eux-mêmes ce qui constituait les besoins élémentaires et ce qui relevait des produits de consommation superflus pour les familles pauvres. Le droit à la consommation dans une société d'abondance était revendiqué comme faisant partie d'un droit fondamental.
- 8 La stratégie de confrontation s'est avérée payante. Par exemple entre 1960 et 1980, le nombre de ceux qui percevaient l'allocation pour parent isolé⁹ a été multiplié par trente. Le tiers de cette augmentation eut lieu entre 1967 et 1971. L'engagement de l'État en faveur d'un tel programme, même s'il ne s'explique pas uniquement par la violence politique, n'aurait pas eu une telle ampleur si de nombreuses émeutes n'avaient pas éclaté.
- 9 Cependant, comme tout mouvement, le mouvement des pauvres a, dès le départ, subi cette tension entre la tentation d'un recours à une action spontanée, directe et de confrontation, et la nécessité d'une stratégie de concertation et d'organisation. Tous les

militants de la NWRO étaient conscients que l'institutionnalisation de leur organisation exigeait des moyens financiers importants pour peser sur le processus décisionnel, certains membres influents soutenaient que le poids du nombre pouvait à lui seul faire la différence. Finalement, la mobilisation de masse a été progressivement abandonnée au profit d'une stratégie d'influence auprès des instances administratives et des responsables politiques. Ce processus d'institutionnalisation, aussi bien au niveau national que local, s'est effectué dans les deux sens. Les responsables des organismes chargés de l'assistance publique ont tendu la main aux représentants des protestataires dans l'espoir de faire revenir le calme. Ces derniers se sont, de leur côté, approchés des responsables publics afin de les convaincre de soutenir une réforme profonde débouchant sur la mise en place d'un revenu minimum garanti à toutes les familles dans le besoin. Ce processus de cooptation a fini par couper les représentants des assistés sociaux de leur base populaire car celui-ci fonctionne selon un mécanisme de double filtrage. Celui-ci porte non seulement sur la nature des initiatives devant être intégrées dans (ou retirées de) l'ordre du jour politique, mais aussi sur le penchant idéologique des participants au processus décisionnel. Seuls les groupes et les individus qui respectaient « les règles du jeu » étaient admis. Ceux qui adoptèrent des positions jugées incompatibles avec les valeurs de la société dominante trouvèrent des difficultés à accéder à des positions d'influence stables et permanentes¹⁰.

- 10 C'est ainsi que la *National Welfare Rights Organization*, autrefois fer de lance de la mobilisation et de la protestation, s'est transformée en un lobby classique. Au fur et à mesure de son intégration dans le processus politique institutionnel, les positions de ses dirigeants s'éloignèrent des véritables préoccupations de la population qu'ils étaient censés représenter. Dans le même temps, la période 1968-1969 marqua un glissement d'une idéologie dominante fondée sur le *Welfare* à une idéologie dominée par le *Workfare* (c'est-à-dire, la subordination de tout ou partie de l'assistance publique à des mesures actives, *work for welfare*). Les subventions gouvernementales accordées aux organisations des assistés sociaux furent réduites et les aides provenant de sources privées commencèrent à se tarir. Criblée de dettes, la NWRO finit par fermer son bureau à Washington, D.C. en 1975.
- 11 Au-delà de la mobilisation des pauvres, en réalité, la « générosité » du gouvernement fédéral dans les années 1960 et même 1970, exprimait, avant tout, le poids de l'alliance entre les Noirs et les « libéraux » blancs. Une fois cette alliance rompue, l'élite politique est revenue sur les fondements de la politique sociale américaine articulée autour du *self-help*, de l'initiative communautaire et individuelle. Ainsi, la pression sous-jacente qu'exerce désormais cette idéologie sur toute action gouvernementale conditionne, en réalité, la portée et les conséquences de cette politique. Avec la fin de la mobilisation des pauvres et l'incapacité ou l'impossibilité de leurs représentants à mettre en place des organisations viables, les revendications de cette population ne sont plus exprimées qu'à travers une multitude d'organisations publiques et privées dont les motivations sont loin de refléter les véritables préoccupations de ceux qu'elles sont censées représenter.

Le mécanisme de groupes d'intérêt : une représentation par procuration

- 12 L'impossibilité pour les représentants des assistés sociaux à former des organisations de masse viables et l'échec d'une stratégie de lobbying montrent les limites de la thèse

pluraliste. En brossant une vision optimiste d'un processus politique ouvert et équitable, les tenants de cette théorie se contentent d'affirmer comment le système devrait fonctionner et non comment il fonctionne en réalité. La participation politique par le biais des groupes d'intérêt est largement favorable aux groupes les plus organisés et les mieux lotis en matière de savoir faire et en ressources financières, c'est-à-dire les groupes d'intérêt économique¹¹. Exclues du processus démocratique par des obstacles infranchissables, les couches inférieures de la société doivent se contenter d'une « représentation par procuration ». Au nom de la défense de l'intérêt public, une multitude d'organisations publiques et privées s'autoproclament représentants des non représentés ou des mal représentés. Loin de se concentrer sur les véritables préoccupations de leurs « mandants », ces « mandataires » auto-investis mettent souvent en avant des priorités qui servent avant tout leurs intérêts propres.

- 13 Selon Allen Hays, il existe cinq types de groupes qui prétendent parler au nom des pauvres : les organismes publics chargés de gérer les programmes d'assistance aux plus démunis ; les organisations privées qui jouent le même rôle ; les organismes interétatiques ; les groupes d'intérêt public qui sont composés de militants issus de la classe moyenne et qui oeuvrent en faveur d'une société plus juste¹² ; les groupes qui sont favorables à une politique sociale active comme les syndicats, les associations religieuses, des personnes âgées et les organisations à caractère ethnique ou social.
- 14 La motivation des trois premières catégories est évidente : l'assistance publique est leur raison d'être. La fin des programmes d'assistance ou sa réduction entraîne leur disparition ou la réduction de leurs budgets et personnel. En défendant le maintien ou l'accroissement de la politique sociale, ils défendent avant tout leur propre intérêt. Leur rôle est de servir une « clientèle » et non de chercher une solution à long terme au problème de la pauvreté. Quant aux organismes interétatiques, leur souci majeur est de maintenir un financement fédéral adéquat des programmes sociaux pour faire face au nombre croissant des allocataires. En plaidant la cause des catégories défavorisées de la population, les groupes d'intérêt public aspirent à une société harmonieuse ; ils sont mus par une profonde conviction en faveur de plus de justice sociale¹³. Pour ces militants issus de la classe moyenne, s'attaquer aux problèmes qui touchent les pauvres, comme la malnutrition, les logements insalubres, est un moyen d'atteindre cet objectif. Enfin, les groupes qui composent la cinquième catégorie ont deux types d'objectifs. Pour les organisations religieuses, aider les pauvres constitue une obligation morale, c'est un geste de charité et de compassion à l'égard des moins fortunés. Certaines organisations religieuses vont au-delà du geste individuel et considèrent la lutte contre la pauvreté comme une responsabilité qui incombe à l'ensemble de la société. Quant aux syndicats, leur soutien à la cause des plus démunis fait partie de leur combat pour les intérêts de la classe ouvrière, car le risque de sombrer dans la pauvreté guette une grande partie de cette population¹⁴.
- 15 La voix de ces différents groupes sert souvent à légitimer les programmes d'assistance publique dans une société dominée par l'idée que la pauvreté constitue un problème individuel. Depuis la Grande Dépression de 1929 et la mise en place des premières bases de l'État Providence, force est de constater que les programmes d'assurance sociale, soutenus par la classe moyenne, ont toujours bénéficié et continuent toujours de bénéficier, non seulement d'une légitimité, mais aussi d'un appui constant de la part d'une grande partie de la population américaine. En revanche, les programmes d'aide sociale ont toujours été marqués par le stigmate de l'illégitimité aux yeux de la société

dominante. Le soutien plus ou moins actif apporté à ces programmes par les groupes cités plus haut, est nécessaire mais pas suffisant pour garantir leur adoption et leur mise en œuvre. L'appui des lobbies industriels est souvent indispensable pour faire fléchir les membres les plus conservateurs du Congrès. Par exemple, sans le soutien du puissant lobby agricole, le premier programme des coupons d'alimentation (*Food stamps*) n'aurait pas été adopté par le Congrès en 1939. Alors que le but affiché de cette politique était de permettre à des familles dans le besoin de bénéficier d'un régime nutritionnel équilibré, en réalité ce programme constituait une réponse aux pressions des organisations agricoles qui réclamaient davantage de subventions. Ces derniers étaient satisfaits de se débarrasser de leurs surplus en les vendant aux magasins d'alimentation subventionnés par l'État. En revanche, les bénéficiaires des coupons d'alimentation n'avaient pas d'autres choix que d'accepter les produits proposés, même si ceux-ci ne répondaient pas à leurs besoins immédiats¹⁵. L'assouplissement de cette formule dans les années 1960 a permis aux détenteurs des coupons d'alimentation de se procurer les produits alimentaires de leur choix¹⁶.

- 16 Grâce à cette astuce, lier le programme des coupons d'alimentation aux intérêts des agriculteurs, le gouvernement Roosevelt a réussi à amener les parlementaires conservateurs issus de circonscriptions électorales rurales à devenir des fervents partisans de cette politique¹⁷. Ce programme a aussi reçu l'appui non négligeable des organisations patronales et syndicales des commerces de détail, notamment la *United Food and Commercial Workers International Union*¹⁸. Suivant la même logique, les producteurs de lait, à travers la *National Milk Producers Federation*, sont devenus les partisans les plus actifs du maintien des aides publiques en faveur des plus démunis dans le cadre des subventions accordées aux cantines scolaires.
- 17 Cependant, le programme de construction de logements sociaux mis en place par le gouvernement fédéral pour venir en aide aux foyers les plus défavorisés n'a pas eu le même succès. Celui-ci est resté relativement modeste dans les années 1940 et 1950 à cause de l'opposition farouche organisée par les industriels du bâtiment et par les banquiers. Sous la direction de Herbert Nelson, le puissant lobby des agents immobiliers (*The National Association of Realtors*, NAR) a mené une campagne à grande échelle pour dénoncer ce programme « socialiste », et a accordé un soutien financier important aux groupes opposés à la construction de logements sociaux lors des consultations locales¹⁹. La construction et la gestion de logements par des organismes publics sont considérées comme une réelle menace contre leurs intérêts. Parallèlement, ces mêmes industriels ont apporté un soutien actif aux programmes destinés à permettre à la classe moyenne d'accéder à la propriété. Une politique qui relance la demande de logements neufs dans le secteur privé et donc compatibles avec les intérêts des industriels²⁰.
- 18 Dans les années 1960, le président Johnson a adopté une nouvelle stratégie pour assouplir l'opposition des industriels du bâtiment : accorder à ces derniers des subventions publiques pour les inciter à construire des logements destinés aux foyers à faible revenu. Cette manne financière a amené la *National Association of Home Builders* (NAHB) à se désolidariser de la NAR en apportant son soutien aux nouvelles dispositions du *Housing Act* de 1968²¹. Le plus souvent, les programmes sociaux doivent apporter une contrepartie financière aux lobbies industriels pour être adoptés. Le soutien ou, au moins, la neutralité de ces derniers, est indispensable pour éviter toute manœuvre d'obstruction au sein du Congrès.

19 Les organismes publics chargés de promouvoir la politique du logement et du développement urbain jouent également un rôle important dans le mécanisme des groupes d'intérêt. L'organisme le plus actif est certainement la *National Association of Housing and Redevelopment Officials* (NAHRO). Cette organisation a, dès sa création en 1933, participé d'une façon active à l'élaboration et la mise en œuvre des mesures en faveur du logement social²². Cependant, l'apathie politique des bénéficiaires potentiels des logements sociaux n'a pas permis à la NAHRO de se prévaloir d'un soutien populaire actif pour faire face aux attaques concertées des divers lobbies industriels. Dès lors, son rôle s'est limité à empêcher la disparition pure et simple de ce programme²³. Lorsqu'en 1971 et 1972 des scandales ont éclaté autour de ce programme, Nixon a décidé en janvier 1973 de mettre en place un moratoire sur la construction de logements à loyer modéré. Il a proposé la mise en œuvre de nouvelles mesures sous forme d'allocations familiales accordées aux plus démunis pour les aider à trouver des logements dans le secteur privé. Les groupes d'intérêt public, comme la *National Housing Conference* (NHC) ou la *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP), ont vivement critiqué ce projet qui risquait de jeter dans la précarité les populations les plus vulnérables. Ces programmes ont finalement été épargnés grâce au soutien précieux des banquiers et des organisations des industriels du bâtiment, notamment la NAHB. Loin de plaider la cause des pauvres, la priorité des lobbies industriels était bien évidemment de sauver un programme qui jusque-là garantissait des subventions publiques confortables à ses membres²⁴. Finalement, Nixon a échoué dans sa volonté à réorienter la politique sociale. La plupart des programmes sociaux ont été préservés et les subventions qui leur étaient allouées ont atteint des niveaux sans précédent. Aucune mesure importante dans le domaine social n'a d'ailleurs été entreprise dans les années 1970, ni sous la présidence de Gerald Ford, ni sous celle de Jimmy Carter. Le tournant majeur eut lieu avec l'accession de Ronald Reagan à la présidence en 1980.

La contre-offensive conservatrice

20 Le programme ambitieux de Johnson baptisé « Guerre contre la pauvreté » représentait le plus grand effort en matière de politique sociale depuis le *New Deal*. Contrairement à Roosevelt qui ne visait qu'à offrir à la population une protection minimale contre les coups durs, Johnson s'était fixé pour objectif, non seulement l'éradication de la pauvreté, mais aussi un effort de mobilisation communautaire sans précédent. Malgré cette ambition, les programmes mis en œuvre par son gouvernement restèrent modestes. L'engagement américain au Viêt-nam compromit tout effort budgétaire supplémentaire. La violence urbaine et les émeutes effrayèrent une grande partie de la population blanche. De plus :

« L'erreur du président Johnson, refusant démagogiquement d'augmenter les impôts, de simplement les percevoir dans la même proportion que les autres grands pays européens ou même de les maintenir à un niveau comparable à celui de la période Eisenhower, cette erreur l'a privé de 25 milliards (\$) susceptibles de couvrir en 1966 l'accroissement des dépenses militaires et de sortir de la pauvreté toutes les familles en détresse²⁵. »

21 Mais, c'est surtout la contre-offensive conservatrice qui réussit à discréditer l'ensemble des mouvements militant en faveur d'une société plus juste. L'objectif de cette mobilisation était le démantèlement des programmes du *New Deal* et de la *Grande Société* et

la restauration des « valeurs bourgeoises », fondement du système capitaliste et de la société américaine.

- 22 La *Business RoundTable*, lobby puissant, a imposé sa vision des réformes sociales et même élaboré et rédigé les trains de mesures promulguées par l'administration Reagan en 1981. La mobilisation des forces conservatrices s'est également faite sur le plan intellectuel. Ainsi, les ouvrages qui ont imposé un nouveau paradigme à l'étude des politiques sociales au début des années 1980²⁶ sont d'inspiration ultraconservatrice. Pour dénoncer la politique d'aide sociale, ces auteurs ont repris la notion de « culture de pauvreté » développée par Oscar Lewis, pour conclure que les pauvres n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes car ils intériorisent et incarnent une culture défailante et inadaptée. Financées par les milieux d'affaires et par des fondations privées, comme la Heritage Foundation, l'American Enterprise Institute ou le Manhattan Institute, de telles publications sont devenues l'avant-garde intellectuelle face à une gauche américaine sur la défensive²⁷.
- 23 Dès son accession à la présidence, Ronald Reagan déclara la guerre aux programmes sociaux. Partant de l'idée répandue que les programmes fédéraux d'assistance étaient en grande partie responsables de la pauvreté, le gouvernement Reagan s'est employé à démanteler les programmes d'assistance créés essentiellement sous la *Grande Société*, des programmes qui bénéficiaient aux populations les plus vulnérables et sans aucun poids politique significatif. L'objectif avoué de Reagan était d'exclure tous ceux qui, selon lui, « pouvaient se passer » de l'assistance publique : les chômeurs, les femmes chefs de foyers, les travailleurs pauvres. Autrement dit, les « véritables pauvres » (*truly needy*), comme les personnes âgées, les handicapés seraient épargnées par les coupes budgétaires. Les travailleurs pauvres constituèrent la cible préférée de l'administration Reagan. Le gouvernement réduisit l'aide en coupons alimentaires pour ces derniers de 40%²⁸. D'autres programmes sociaux furent touchés par les compressions budgétaires, comme l'aide au logement : 22 milliards de dollars sur les 32 disponibles furent retranchés entre 1981 et 1985, privant 2,4 millions de familles d'une prise en charge indispensable²⁹. Les industriels, qui au départ avaient apporté leur soutien à cette politique de subvention, n'ont pas jugé nécessaire, cette fois, de s'opposer à un président considéré comme le meilleur défenseur des intérêts des milieux d'affaires. Rien qu'en 1981, les réductions budgétaires ont atteint 35 milliards de dollars : 70% de ces réductions portaient sur les programmes destinés aux populations à faible revenu³⁰. La guerre contre la pauvreté s'est alors transformée en une guerre contre les pauvres suivant de ce fait l'évolution de l'opinion public qui, sous l'effet d'une propagande conservatrice à grande échelle, est devenue de plus en plus hostile à l'intervention de l'État en faveur des plus démunis.
- 24 Cependant, les coupes budgétaires ne sont que la partie visible et médiatisée de la politique de Reagan. L'objectif de ce dernier était aussi de démanteler tous les mécanismes mis en place par Johnson pour assurer aux plus démunis un dispositif légal leur permettant de défendre leurs intérêts devant les tribunaux et devant les instances décisionnelles. L'une des mesures significatives dans ce sens, concerne la dissolution, en 1981, de la *Community Service Administration* (CSA) et la réduction drastique du budget de la *Legal Service Corporation* (LSC), deux agences gouvernementales chargées de subventionner les groupes d'intérêt public qui militaient en faveur des droits des laissés-pour-compte. Ces mesures eurent un effet immédiat sur la capacité de représentation des pauvres ; elles eurent aussi un impact à long terme car les organisations subventionnées

n'avaient plus les moyens de mobiliser l'opinion en faveur de plus de justice sociale³¹. Dans les années 1960 et 1970, la CSA et la LSC avaient effectivement fait preuve de beaucoup d'efficacité devant les tribunaux pour amener les États fédérés et l'État fédéral à honorer leurs obligations légales en matière d'aide aux pauvres³². Le mot d'ordre de l'administration Reagan était dès le départ « *to defund the liberals* », autrement dit couper toutes les subventions accordées aux organisations soupçonnées d'être de tendance « libérale »³³. Pourtant, « la révolution Reaganienne » ne réduisit pas le nombre de lobbies présents dans la capitale américaine. Bien au contraire, les années 1980 connurent une prolifération des groupes d'intérêt sans précédent. En fait, l'arrivée de Reagan à la présidence opéra un tournant décisif quant au type d'organisations susceptibles d'avoir un accès plus facile au processus décisionnel et de recevoir les subventions publiques³⁴. Des centaines de millions de dollars de subventions fédérales furent accordés à des associations à but non lucratif, mais ces aides allaient surtout aux groupes qui soutenaient l'ordre du jour politique de la Maison Blanche, c'est-à-dire les organisations ultra-conservatrices³⁵. Les organisations qui étaient favorables à une politique interventionniste dans le domaine social furent, non seulement écartées du processus décisionnel, mais elles furent aussi l'objet de harcèlement par l'administration des impôts (*Internal Revenue Service*) pour leur rappeler qu'au cas où elles consacraient une grande partie de leur activité à l'action politique, elles perdraient leur statut d'organismes exemptés d'impôts³⁶.

- 25 Alors que l'héritage de F. D. Roosevelt résidait dans sa capacité à asseoir et légitimer la nouvelle fonction socio-économique du gouvernement fédéral (bien que les réformes entreprises sous sa présidence demeurèrent somme toute modestes), l'héritage de Reagan se mesura aussi à l'aune de sa capacité à avoir imposé une vision conservatrice dans le domaine de la politique sociale³⁷. Les élections législatives de 1994 marquèrent un tournant majeur dans le triomphe des thèses conservatrices. Pour la première fois depuis 1954, les deux Chambres du Congrès étaient dirigées par le Parti républicain, véritable séisme dans la vie politique américaine³⁸. La loi de 1996 portait exclusivement sur les programmes d'assistance, autrement dit, sur les programmes bénéficiant aux plus démunis : familles monoparentales, travailleurs pauvres, chômeurs de longue durée³⁹. Encore une fois, les programmes d'assurance (assurance-chômage, retraites) restèrent intacts. Après celle de Nixon et de Reagan, la réforme de 1996 marquait la troisième tentative conservatrice d'établir un « Nouveau Fédéralisme » (*New Federalism*), mais cette fois avec succès. L'objectif était de mettre en place un financement sous forme de dotation globale (*Block grant*) qui donnait une large latitude aux États fédérés concernant la définition des critères d'éligibilité des allocataires. Elle permettait, en outre, de rendre les coupes budgétaires moins visibles et surtout de mettre les responsables politiques fédéraux à l'abri des pressions des groupes militant en faveur de plus de justice sociale. Dans la nouvelle réforme, le rôle de l'État fédéral se limitait, en effet, à encadrer les États fédérés pour les orienter vers des politiques restrictives vis-à-vis des plus défavorisés grâce à des normes extrêmement contraignantes. Par ailleurs, la nouvelle législation mettait en place des mesures punitives et moralisatrices analogues à celles des *Workhouses* de XIXe siècle⁴⁰.

Politique : lutte contre la pauvreté ou mesures symboliques ?

- 26 L'évolution de la politique sociale depuis le *New Deal* montre que c'est la contestation, et non la pauvreté en soi, qui a provoqué des concessions de la part du pouvoir politique. Dans les années trente, l'importance grandissante des mouvements de protestation populiste ou ouvrier, comme la *Worker's Alliance of America*, le *Townsend Movement* des personnes âgées⁴¹ et le *Share Our Wealth Movement* de Huey Long, ont constitué des moyens de pression considérables. Les politiques mises en oeuvre avaient pour but de « déradicaliser » les populations mécontentes qui ne réagirent même pas lorsque le gouvernement revint sur beaucoup de programmes sociaux dans les années cinquante⁴². Dans les années 1960, le gouvernement a promulgué le *Civil Rights Act* et lancé la Guerre contre la pauvreté pour mettre fin à l'agitation dans les grandes villes du Nord et la radicalisation du conflit racial dans le Sud. Selon Piven et Cloward, la *Grande Société* a été mise en place pour dépolitiser le mouvement de protestation symbolisé par son slogan « *Jobs and Freedom* », qui marquait la marche de Washington, D.C. en 1963⁴³. L'action sociale des années 1960 ne visait pas l'élimination de la pauvreté, mais avait un rôle politique précis : réguler la vie sociale et politique. Sinon, se demandent les deux auteurs, comment expliquer l'inégalité des aides attribuées aux régions ? L'assistance était plus forte dans les endroits qui connaissaient (ou qui étaient susceptibles de connaître) des actes de violence et d'agitation. Si l'objectif était de lutter contre la pauvreté, la répartition des pauvres dans les zones aussi bien rurales qu'urbaines, aurait été le seul critère pour allouer les fonds⁴⁴. L'émergence des Noirs dans la vie politique a été favorisée par une politique sociale qui, elle aussi, s'inscrivait dans le cadre d'un calcul politique visant à rallier le vote de cette population ainsi qu'à faire passer le mouvement noir d'une stratégie de confrontation à une stratégie de vote.
- 27 Si l'objectif implicite des concessions politiques était de déradicaliser le mouvement noir, on peut affirmer que celui-ci a été, en partie, atteint. En effet, dès 1965, les dirigeants noirs ont appelé à la refonte de leur mouvement. Cette évolution du mouvement noir de la « protestation » vers la « politique », qualifiée par Piven et Cloward de « *shift from dissensus politics to consensus politics* »⁴⁵, atteste non seulement la réussite du gouvernement à déradicaliser le mouvement protestataire, mais surtout l'émergence des Noirs dans la vie politique institutionnelle. Il ne faut pas croire cependant que la violence urbaine a disparu immédiatement après le *Voting Rights Act*. En fait, le conflit s'est transformé de la lutte pour les droits civiques et politiques en lutte pour les droits sociaux. Mais, si en période de turbulence des concessions sociales ont été faites, en période de calme, ces concessions furent éliminées ou réduites. La situation depuis les années 1970 confirme cette thèse. L'accroissement de l'assistance publique qui était considérée dans les années 1960 comme une stratégie payante est devenue depuis la fin des années 1970 une stratégie politiquement suicidaire. Les plus démunis sont les grands perdants de ce retournement idéologique. Les catégories sociales fortement mobilisées à travers une participation massive aux élections ou, à travers le processus des groupes d'intérêt, sont capables de maintenir les avantages acquis, et ce, même en période de compression budgétaire. Le cas des personnes âgées en est une parfaite illustration. En raison du risque politique que cela comporte, aucun gouvernement n'a osé s'attaquer aux programmes d'assurance-maladie (*Medicare*) de ce fameux « *lobby gris* »⁴⁶. Pourtant, ce

programme est de loin nettement plus coûteux que celui de *Medicaid* destinés aux plus démunis.

- 28 L'a *priori* idéologique joue ainsi un rôle majeur dans la légitimation ou le rejet d'une politique publique. Aux États-Unis, la politique d'assistance n'a jamais eu un but égalitaire et distributif. Au contraire, elle a servi la plupart du temps à surveiller une population marginale, potentiellement dangereuse et souvent instable. La politique de « compte-gouttes » a visé essentiellement au maintien d'une « armée de réserve » tout en protégeant le système politique et économique du comportement éventuellement subversif des pauvres⁴⁷. Le contrôle social et la surveillance des individus constituent la principale motivation de l'intervention étatique. Les avancées en matière sociale, depuis le *New Deal*, ont toujours bénéficié à la classe moyenne. En effet, des programmes comme celui du *Social Security Act* excluent explicitement les travailleurs agricoles et les personnels de maison qui sont, dans leur écrasante majorité, issus de la population noire. Les pressions des lobbies industriels ont souvent parfaitement réussi à écarter cette population du champ d'application des réformes sociales, surtout lorsque de telles politiques mettaient leurs intérêts en danger ou lorsque ces lobbies ne réussissaient pas à obtenir des contreparties financières. Ce sont les compagnies d'assurance et le lobby médical qui ont amené Roosevelt à retirer du *Social Security Act* le programme d'assurance-maladie universelle prévu à l'origine. Les efforts de Truman⁴⁸ et de Johnson pour instaurer un tel système ont été mis en échec par les mêmes organisations. Soixante ans plus tard, Clinton a fait de l'instauration d'un régime de couverture maladie universelle le principal thème de sa campagne électorale. La mobilisation d'une coalition impressionnante d'organisations regroupant les compagnies d'assurance, les milieux d'affaires et lobby médical, a réussi à enterrer ce projet. Aujourd'hui, 45 millions d'Américains, essentiellement des travailleurs pauvres, ne bénéficient d'aucune couverture médicale⁴⁹.
- 29 Malgré le déséquilibre manifeste du processus des groupes d'intérêt en faveur des organisations dotées de grandes ressources financières et organisationnelles, les groupes qui prétendent parler au nom des plus démunis sont convaincus que la représentation est une entreprise utile et indispensable dans la configuration politique actuelle, que l'existence même d'organisations défendant les exclus est de nature à rendre effectives la représentation et la participation de ces derniers au niveau des instances décisionnelles. Cependant, l'inexistence d'un véritable soutien populaire et le recours à des stratégies judiciaires ne sont pas sans conséquence sur les priorités des groupes d'intérêt public. Dès lors, le décalage entre les objectifs recherchés par ces groupes et les attentes de ceux au nom desquels ils s'expriment est inévitable. Définissant leur succès à l'aune de la consolidation de leur positionnement dans les structures dominantes, les groupes d'intérêt public durent payer un prix élevé : l'abandon du processus décisionnel collectif, le déclin ou l'absence de soutien d'une base populaire et leur transformation en une élite isolée⁵⁰. Par ailleurs, le programme politique des organisations qui parlent au nom des plus démunis n'a jamais porté sur les causes structurelles de la pauvreté. Depuis la fin des années 1970, elles ont adopté une posture réactive se limitant à la défense sans grand succès du *statu quo*, le maintien des programmes du *New Deal* et de la *Grande Société*. Par ailleurs, les alliés traditionnels de la cause des populations défavorisées, comme les syndicats, les organisations féministes et les organisations des droits civiques, se trouvant attaquées de toutes part par les groupes conservateurs, ont préféré concentrer leurs ressources et leurs énergies pour défendre les intérêts immédiats de leurs membres.

- 30 La représentation par procuration donnant une voix aux couches sociales défavorisées s'avère difficile à mettre en place dans un contexte politique et idéologique hostile et ne constitue qu'un acte symbolique, voire illusoire. Les plus démunis se retrouvent totalement exclus du processus politique et sont dépourvus de toute représentation crédible. Le retour d'un discours stigmatisant et d'une représentation stéréotypée du pauvre parasite, paresseux, oisif et dangereux, véhiculé par la propagande conservatrice, a réussi à avoir un effet réel sur l'attitude de la classe moyenne à l'égard des plus démunis.
- 31 L'élection de George W. Bush à la présidence constitue un nouveau tournant dans la philosophie gouvernementale en matière de politique sociale. Il s'agit d'un retour à une conception ancienne de l'assistance, fondée sur la foi et la bienfaisance. En effet, derrière le slogan de sa campagne électorale sur le « conservatisme compatissant » (*Compassionate Conservatism*), il existe une volonté manifeste de confier les programmes d'assistance sociale à des organisations caritatives et religieuses. S'inspirant des écrits de nombreux auteurs conservateurs⁵¹, l'administration Bush associe la disqualification sociale des pauvres à une défaillance morale, d'où le retour à un modèle de charité basé non seulement sur l'aide matérielle, mais surtout sur la nécessité d'une transformation morale de ceux qui en bénéficient. Dans cette logique, les institutions religieuses devraient avoir un rôle central dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique sociale ce qui renforce l'emprise de la Nouvelle Droite chrétienne sur une bonne partie de l'électorat américain et récompense le soutien actif et déterminant que celle-ci avait apporté au parti républicain. Le rôle de l'État se limiterait alors à celui du pourvoyeur de fonds et celui de garant du maintien de l'équité et de la justice en matière de distribution de l'aide sociale, et à accentuer le contrôle social par une vision stricte des comportements attendus des bénéficiaires de l'assistance publique. Le retour à une approche plus punitive, plus humiliante et plus culpabilisante pour les individus, fondée sur la responsabilité individuelle face à la pauvreté est entériné. Cette privatisation de la politique sociale semble mettre fin au lien direct entre les plus démunis et l'autorité publique, un lien sans lequel les laissés-pour-compte n'auraient pas été capables de se mobiliser dans les années 1960 et 1970 pour défendre leurs droits.

NOTES

1. Gabriel ALMOND, Sidney VERBA, *The Civic Culture*, Princeton, Princeton University Press, 1963, p. 31.
2. P. BOURDIEU, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2000, p. 70.
3. F. PIVEN et R. CLOWARD, *Poor People's Movements: Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage Books, 1979.
4. Doug MC ADAM, *Political Process and the Development of Black Insurgency*, Chicago, University of Chicago Press, 1982.
5. Charles TILLY, *From Mobilization to Revolution*, Reading (Mass.), Addison-Wesley, 1978 ; du même auteur, « Social Movements and National Politics », in Charles BRIGHT et Susan HARDIND (dir.),

Statemaking and Social Movements, Ann Arbor (Mich.), University of Michigan Press, 1984 ; Sidney TARROW, *Struggle Politics, and Reform : Collective Action, Social Movements, and Cycles of Protests*, Ithaca (N.Y.), Center of International Studies, Cornell University, 1989.

6. Lawsen F. STEVEN, Charles PAYNE, *Debating the Civil Rights Movement*, Lanham, Md., Rowman and Littlefield, 1998.

7. Ce programme avait pour objectif de permettre aux bénéficiaires de l'assistance publique de s'organiser pour défendre leurs droits.

8. F. PIVEN et R. CLOWARD, *Regulating the Poor*, New York, Pantheon Books, 1971.

9. *Aid to Families With Dependent Children (AFDC)*.

10. Allen HAYS, *The Federal Government and Urban Housing : Ideology and Change in Public Policy*, Albany, State University of New York Press, 1995, p. 8-9.

11. Grant MCCONNELL, *Private Power and American Democracy*, New York, Alfred A. Knopf, 1966 ; Theodore LOWI, *The End of Liberalism*, New York, Norton, 1979.

12. Allen A. HAYS, *Who Speaks for the Poor*, New York & London, Routledge, 2001.

13. James Q. WILSON, *Political Organizations*, New York, Basic Books, 1973.

14. A. HAYS, op. cit., p. 10-11.

15. *Ibidem*, p. 83.

16. Ce n'est pas un hasard si, depuis 1964, ce programme est administré par le Ministère de l'Agriculture.

17. A. HAYS, op. cit., p. 84.

18. Les commerçants gèrent ces coupons d'alimentation et se font ensuite rembourser par les organismes publics chargés de les administrer : *The Washington Lobby*, Washington, D.C., Congressional Quarterly Inc, Fourth edition, 1982, p. 138.

19. Allen HAYS, *The Federal Government and Urban Housing : Ideology and Change in Public Policy*, 2nd ed. Albany, State University of New York Press, 1995 ; Dennis R. JUDD, Todd SWANSTROM, *City Politics : Private Power and Public Policy*, 2nd ed., New York, Longman, 1998.

20. A. HAYS, *Who Speaks For the Poor*, op. cit.

21. A. HAYS, *The Federal Government and Urban Housing*, op. cit.

22. A. HAYS, *Who Speaks for the Poor*, op. cit., p. 121-122

23. A. HAYS, *The Federal Government...*, op. cit.

24. *Ibidem*, p. 92-93.

25. Sophie BODY-GENDROT, « La guerre des deux roses sous la présidence de L. B. Johnson », *Frontières*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, Janvier 1992, p. 109.

26. G. GILDER, *Wealth and Poverty*, New York, Basic Books, 1981 ; Charles MURRAY, *Losing Ground*, New York, Basic Books, 1984 ; James WILSON, *Thinking About Crime*, New York, Basic Books, 1983.

27. Voir par exemple, Jean STEFANCIC, *No Mercy : How Conservative Think Tanks and Foundations Changed American's Social Agenda*, Philadelphia, Temple University Press, 1996.

28. Nick KOTZ, « The War on the Poor », *The New Republic*, March 24 1982, p. 20.

29. Frédéric LESEMAN, *La politique sociale américaine : les années Reagan*, Montréal, Edition Saint Martin, 1988, p. 120.

30. Douglas R. IMIG, *Poverty and Power, The Political Representation of Poor Americans*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1996, p. 17.

31. *Ibidem*, p. 15.

32. Shep R. MELNICK, *Between the Lines : Interpreting Welfare Rights*, Washington, D.C., The Brookings Institution, 1994, p. 80.

33. Au sens américain du terme, c'est-à-dire « progressiste » ou « de gauche ».

34. Mark A. PETERSON, Jack L. WALKER, « Interest Group Responses to Partisan Change », in Allen J. CIGLER et Burdett A. LOOMIS, (dir.), *Interest Group Politics*, 2e ed., Washington, D.C., Congressional Quarterly Press, 1986, p. 168.

35. Steven Rathgeb SMITH, Michael LIPSKY, *Nonprofits for Hire: the Welfare State in the the Age of Contracting*, Cambridge MA, Harvard University Press, 1993 ; Jack WALKER, « The Origin and maintenance of Interest Groups in America », *American Political Science Review*, vol. 72, n°2, 1983.
36. Bruce R. HOPKINS, *The Law of Tax Exempt Organizations*, 5th ed., New York, Wiley, 1987, p. 268-280. George W. Bush a recours à la même stratégie, voir Stephanie STROM, « Nonprofit Groups Question Motive for Federal Action », *The New York Times*, 21 mars 2005.
37. Le Congrès à majorité démocrate a obligé Reagan à abandonner les réformes les plus conservatrices. Voir P. PIERSON, *Dismantling the Welfare State? : Reagan, Thatcher, and the Politics of Retrenchment*, Oxford, Oxford University Press, 1994.
38. Voir Jean-Pierre LASSALE, « Les élections intermédiaires de 1994 aux Etats-Unis : révolution conservatrice ou nouveau populisme », *Revue de Droit Public et de Science Politique*, 4, 1995, Juillet-août, p. 863-881.
39. Cette législation, dite « *Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act* », transfère la quasi-totalité des responsabilités en matière sociale aux États fédérés. Elle couronne près de trente ans de mobilisation conservatrice contre l'aide sociale.
40. Frances Fox PIVEN, « Legislation on Poor in the 19th Century England and Welfare Reform in the US », *New York Times*, 1^{er} août 1996, p. 27.
41. Ce mouvement dirigé par Dr Francis Townsend a obtenu 26 millions de signatures pour sa pétition demandant le droit de chaque personne âgée (de plus de 60 ans) à 200 dollars par mois.
42. F. PIVEN et R. CLOWARD, *Poor People's Movement*, op. cit. p. 3.
43. F. PIVEN et R. CLOWARD, *ibidem* ; voir aussi des mêmes auteurs, *The Politics of Turmoil*, New York, Pantheon Books, 1974.
44. F. PIVEN et R. CLOWARD, *Regulating the Poor*, op. cit., p. 259.
45. F. PIVEN et R. CLOWARD, *The Politics of Turmoil*, op. cit., p. 165.
46. Voir Henry J. PRATT, *Gray Agendas*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1993.
47. F. PIVEN et R. CLOWARD, *Regulating the Poor*, op. cit.
48. Voir par exemple, Monte M. POEN, *Harry S. Truman Versus the Medical Lobby*, Columbia, University of Missouri Press, 1979.
49. Il faut rappeler que les personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, tel qu'il est fixé par le gouvernement, bénéficient du programme d'assurance-maladie (*Medicaid*) instauré par Johnson dans les années 1960 et ce malgré l'opposition du lobby médical. Mais, les Etats-Unis ne possèdent aucun système national d'assurance-maladie. Les employeurs et les compagnies privées d'assurance constituent les principaux pourvoyeurs de protection médicale.
50. Carl BOGGS, *Social Movements and Political Power*, Philadelphia, Temple University Press, 1986, p. 152.
51. Marvin OLASKY, *The Tragedy of American Compassion*, Washington, D.C., Regnery Publishing, 1992 ; John, Jr. DILULIO, « The Political Theory of Compassionate Conservatism », *Weekly Standard*, 23 août 1999.

INDEX

Index géographique : États-Unis

Mots-clés : démocratie, exclusion, groupes de pression, marginalité, pauvres

Thèmes : politique, sociologie

Index chronologique : XXe siècle, 1945

AUTEUR

SALAH OUESLATI

Salah Oueslati a obtenu son Doctorat ès-lettres à l'Université de la Sorbonne, Paris IV en 1994. Spécialiste en civilisation américaine, ses recherches portent sur « les groupes d'intérêt aux USA ». Il est maître de conférences à l'Université de Poitiers et chargé de cours à Sciences-Po Paris. Auteur de nombreux articles sur les groupes d'intérêt et la politique intérieure/ extérieure des USA.